

Réponse de SFR Group à la Consultation publique sur le projet de décision de l'accès au service téléphonique pour la clientèle non-résidentielle et du départ d'appel depuis une position déterminée.

A titre liminaire, SFR estime nécessaire de rappeler le contexte qui entoure le projet de décision de l'ARCEP relatif à l'accès au service téléphonique pour la clientèle non-résidentielle et du départ d'appel.

Si cette analyse de marché porte effectivement sur deux des marchés de la voix fixe, il doit impérativement s'apprécier en cohérence avec l'ensemble des autres marchés voix fixe. En effet, il serait extrêmement préjudiciable pour les acteurs du secteur que l'ARCEP puisse adopter une décision sans se préoccuper des conséquences sur les autres marchés voix fixe, notamment pour juger de l'efficacité des solutions de collecte du trafic en départ d'appel depuis l'opérateur historique. Il est important de souligner que la pertinence de l'interconnexion en TDM aux CAA n'existait que par la possibilité de collecter et livrer aux CAA tous les flux voix sans exception.

Depuis maintenant plusieurs années et l'ARCEP l'a reconnu explicitement dans sa décision n° 2014-1485 en date du 9 décembre 2014, la pertinence de l'interconnexion au CAA tend à disparaître. En effet, une grande partie du trafic est maintenant directement terminée en IP sur d'autres points d'interconnexion, à l'instar de la collecte des SAV qui remonte également en IP : restent à traiter la collecte de la présélection/VGA et le trafic « résiduel TDM » (dont le volume est très faible et qui doit disparaître à très court terme) qui nécessitent encore le maintien d'interconnexion TDM au réseau fixe d'Orange. De plus, l'ensemble des cœurs de réseau voix a basculé sur de l'IP et il reste seulement du TDM pour quelques commutateur d'accès.

En conséquence, l'interconnexion au niveau des CAA n'apparaît plus comme raisonnable car celle-ci n'est pas efficace

En outre, SFR Group souhaite insister, comme le rappelle au demeurant le projet de décision de l'ARCEP, sur le fait que **l'opérateur dominant Orange doit se comporter comme un opérateur efficace.**

Il résulte de cette circonstance de droit que les offres d'interconnexion d'Orange doivent être non seulement raisonnables mais également efficaces.

Si Orange a décidé d'adopter une architecture d'interconnexion différente de celle que l'on peut observer notamment en Europe (en privilégiant un arrêt tardif du RTC de l'usage des technologies TDM sous jacentes), alors celui-ci doit-il assumer seul son choix ; il ne saurait en tout état de cause arguer d'impossibilités techniques et, en outre faire porter la responsabilité de ses choix à ses concurrents.

Ainsi, les exemples concrets de l'Allemagne et de l'Espagne (PJ n° 1 et n°2) tendent à montrer que des opérateurs européens proposent des offres d'interconnexions efficaces et pleinement tournées vers l'avenir.

Concernant la situation en Allemagne, SFR Group constate que Deutsch Telekom a concentré les points d'interconnexion et est passé, en 3 ans, de 474 sites à 23 sites. Il convient également de souligner que ce même opérateur allemand, a décidé de mettre en place une incitation financière afin d'inciter et faire en sorte que tous les opérateurs soient interconnectés avec lui en IP dans les meilleurs délais et avant la fin de l'année 2018. En effet Deutsche Telekom propose dans son offre d'interconnexion de référence (cf [www.wholesale.telekom.de /ngn-interconnection](http://www.wholesale.telekom.de/ngn-interconnection)) la collecte du trafic de présélection sur les points d'interconnexion NGN. (cf notamment « Anlage6A6NGN-IC-Standardangebot-16a »).

Ces éléments conduisent à montrer que l'ensemble de la collecte de la présélection, les numéros spéciaux et la terminaison d'appel peuvent être parfaitement être établis sur un nombre limité de points et sans suppléments (PJ n° 3, pourvu que l'opérateur en ait la volonté.

Concernant la situation en Espagne, Telefonica, en tant qu'opérateur efficace, a l'obligation depuis février 2017 de proposer la collecte des appels en présélection et en VGA depuis un nombre de point d'interconnexion limité et en IP comme en TDM en fonction des besoins de l'opérateur qui fait une demande d'interconnexion.

Ces cas probants illustrent s'il en était besoin que, contrairement aux seules allégations d'Orange, qu'il n'y a aucun frein technique ou protocolaire pour livrer la collecte des appels en présélection et en VGA sur des interconnexions en IP en un nombre réduit de point (PJ n° 4).

Force est de constater qu'une telle solution de collecte en IP peut-être mise en place dans un délai de moins de 6 mois.

Inversement maintenir la solution actuelle plus de 6 mois, conduirait l'ARCEP à porter atteinte au principe d'efficacité économique, dont celle-ci doit tenir le plus compte dans le cadre de ses pouvoirs de régulation. Les surcoûts inutiles générés par une telle architecture constituent un obstacle à l'efficacité des investissements réalisés par SFR Group en méconnaissance des objectifs visés au IV de l'article L. 32-1 du CPCE mentionné au 2°, à savoir « 2° A la promotion des investissements et de l'innovation dans les infrastructures améliorées et de nouvelle génération (..) »

Si la collecte des numéros en présélection et en VGA devait continuer à se faire au CAA, alors elle imposerait à un acteur comme SFR de maintenir des réseaux de transports SDH et des équipements TDM qui sont obsolètes et dont les frais de maintenance et d'exploitation sont lourds.

Cette situation conduira également à imposer une structure de collecte inefficace car la mutualisation des dispositifs d'interconnexion n'existe plus. Le maintien de la solution actuelle va substantiellement augmenter les frais récurrents de SFR Group chez Orange, puisque nous sommes sur la gestion granulaire de moins de 300 CAA, alors que SFR Group pourrait travailler sur des interconnexions IP en gigabit et sur moins de 4 points d'interconnexion.

Si l'ARCEP fait droit à la demande d'Orange et n'impose pas la collecte de la présélection et de la VGA en un nombre limités de points en IP, alors elle favorisera indûment Orange au détriment de la concurrence et de SFR spécifiquement.

Au regard des objectifs de régulation qui incombent à l'ARCEP au titre de l'article L. 32-1 du CPCE et notamment, au regard de la mise en place d'une concurrence efficace et loyale, l'ARCEP ne peut pas imposer aux opérateurs d'investir ou de maintenir des infrastructures qui ne sont pas efficaces.

SFR Group souhaite attirer l'attention de l'ARCEP sur le fait qu'elle la pénaliserait spécifiquement car SFR est le seul opérateur présent en collecte et en terminaison d'appel sur tous les CAA d'Orange. Un tel scénario conduirait à sanctionner l'opérateur qui a le plus investi pour permettre le développement d'une concurrence sur les marchés de la voix. SFR Group souhaite rappeler que sur le 1 M d'accès VGAST vendus aux opérateurs tiers, SFR en achetait 884 000 à fin mai 2017.

Architecture de collecte des accès en VGAST et Présélection

Pour un développement efficace de la concurrence sur les marchés voix, SFR Group demande à l'ARCEP d'imposer à Orange, dans un délai de 6 mois, la collecte (la présélection, la VGA et les numéros SVA) et la terminaison de l'ensemble du trafic voix sur des interconnexions en IP. Le résiduel TDM devant se limiter uniquement à des cas très spécifiques et répondant à un besoin client d'acheminement en TDM de bout en bout.

Comme les usages constatés dans plusieurs pays Européens montrent qu'il existe des solutions techniques et qu'il n'est pas pertinent que l'ARCEP définisse la norme, SFR Group préconise que l'ARCEP impose l'obligation à Orange de fournir cette interconnexion et qu'ensuite Orange se charge de proposer une solution qui soit opérationnelle dans un délai impératif de 6 mois. Une solution opérationnelle doit être considérée comme une solution déjà mise en œuvre par au moins deux opérateurs.

Cette solution de collecte du trafic via une interconnexion IP ne doit pas représenter de surcoût par rapport à la solution de collecte au CAA puisqu'il y a une meilleure mutualisation des flux de trafic. Cette solution doit être plus performante que la collecte au CAA, afin de créer une incitation positive pour que les opérateurs basculent le plus rapidement possible en IP au détriment du TDM qui n'est plus une solution efficace.

En sus de cette solution d'interconnexion en IP, SFR Group demande à l'ARCEP d'enjoindre Orange de modifier, dans un délai d'un mois, les conditions tarifaires de l'interconnexion TDM, pour que le raccordement au CAA ne soit plus pertinent. Orange doit en effet, comme Deutsche Télécom, proposer la collecte et la terminaison de l'ensemble des trafics au PRO suivant les mêmes conditions tarifaires actuellement observées au CAA. Elle doit aussi fournir des conditions tarifaires d'accompagnement de cette fermeture des CAA à l'interconnexion, pour ne pas pénaliser les opérateurs qui ont fait l'effort d'aller au CAA au détriment des autres opérateurs qui n'ont jamais réalisé cet effort.

Une telle demande est pleinement raisonnable puisqu'elle est mise en œuvre par un opérateur et dans un pays similaire au nôtre. Elle est aussi raisonnable puisque c'est bien le mouvement qu'Orange a initié depuis des années. En effet, Orange ferme ces CAA, rappelons que nous sommes passé de plus de 550 CAA à moins de 300 aujourd'hui. Simplement et contrairement à Deutsche Telekom, Orange ne tire pas les conséquences de son programme de fermeture des CAA et continue de vouloir profiter du piège dans lequel se trouve les opérateurs présents au CAA et notamment son principal concurrent le Group SFR.

Il convient de bien noter que le Group SFR ne demande pas la réduction du nombre de PRO, car pour collecter pour l'ensemble du trafic de la présélection comme de la VGA au niveau du PRO, pendant la période de 6 mois avant l'ouverture de l'IP, il est économiquement raisonnable tant pour les opérateurs alternatifs que pour Orange d'utiliser les interconnexions aux PRO existantes à ce jour.

L'offre de collecte au PRO soit impérativement s'accompagner d'un mécanisme de sécurisation de type débordement sur une autre ZT à l'instar du mécanisme existant aujourd'hui au CAA.

Enfin, afin de faciliter et encourager la migration des CAAs vers les PRO, les frais de migration (fermeture de faisceau, BPN, opération de reroutage, sortie des salles de colocalisation, ...) doivent être gratuits pendant toute la période de migration définie par l'Autorité.

Départ d'appel pour le trafic vers les SVA

Concernant la collecte du trafic à destination des SVA, SFR rappelle sa position précédemment exprimée dans sa réponse à la consultation préalable d'avril 2017. **Ce trafic doit être collecté par les opérateurs sur les points d'interconnexion IP de terminaison et opérationnel dans un délai impératif de 6 mois sur la version protocolaire SIP-I utilisée par la plupart des opérateurs sauf Orange.** Nous avons déjà trop attendu sur ce sujet, ce qui fait porter sur SFR des charges et de l'inefficacité alors même qu'il n'y a pas de raison technique, réglementaire ou autres de la retarder.

Le passage ultérieur, lorsque les travaux de normalisation de la spéc 2.1 auront abouti au sein de la FFT (au T1 2018 par exemple), du SIP-I au SIP sera extrêmement léger et n'est pas de nature à maintenir la collecte en TDM obligatoire.

Accès VGAST à destination de la clientèle entreprises

L'ARCEP prévoit dans son projet de décision un dispositif permettant d'assurer que les accès VGAST présentent une qualité de service satisfaisante.

Il est indispensable qu'Orange offre pour ses offres de gros la même qualité de service qu'elle octroie à ses offres de détail.

Force est de constater que l'offre de VGA est beaucoup moins performante que l'offre TDM qu'Orange vend sur son marché de détail (PJ n° 5).

Mais au-delà de l'obligation standard de non-discrimination, SFR Group insiste sur le fait que cette qualité de service doit être compatible dans l'absolu avec les exigences des clients entreprises.

Comme SFR Group l'a déjà exprimé dans sa réponse à la consultation sur l'analyse de marché du haut débit et du très haut débit, la qualité de service des services de gros destinés aux entreprises est un enjeu majeur du prochain cycle de régulation.

Annexe :

Pièce-Jointe n°1 : Décisions des régulateurs allemands et espagnols sur le sujet qui nous concerne ;

Pièce-Jointe n°2 : Observations de la Commission Européenne sur les cas allemands et espagnols ;

Pièce-Jointe n° 3 : Le résumé de Cullen sur la décision du Régulateur allemand ;

Pièce-Jointe n° 4 : Courrier de SFR en date du 25 juillet 2017 concernant la faisabilité technique d'une collecte en IP du trafic de présélection en un nombre réduit de points d'interconnexion ;

Pièce-Jointe n°5 : Le courrier du [redacted] concernant le rejet de l'offre de SFR pour un marché public